



Bourse Uemoa

La BRVM ouvre sa séance du Jour
La Bourse Régionale des valeurs mobilières (BRVM) ouvre sa séance de cotation du jour ...

• (Page 07)

TP & Infrastructures en 2025

Développement et modernisation dans le viseur de Sani Yaya

Au cours de la cérémonie de présentation des vœux de Nouvel An, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures, Sani Yaya, a réaffirmé son engage ...

• (Page 04)

Kristalina Georgieva

La patronne du FMI inquiète pour l'économie mondiale

Entre l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux Etats-Unis et les différences de dynamique constatées à ...

• (Page 08)



Union Économique et Monétaire Ouest Africaine • (Pages 03)

L'UEMOA, 31 ans d'intégration régionale entre acquis et défis



Togo / Région des Savanes • (Page 04)

Bilan 2024 des programmes d'urgence et opérations de sécurisation

Economie & Finances

Essowè Georges Barcola fixe le cap pour 2025

Rigueur, responsabilité et efficacité au cœur de l'action du ministère de l'Économie et des Finances du Togo ...

• (Page 02)

Togo

Création du Commissariat à l'énergie atomique

Le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé ce 10 janvier 2025, le premier Conseil des ministres de l'année. Au cours des ...

• (Pages 05)

Afrique subsaharienne

Moody's prévoit une hausse de la croissance en 2025, à 4,2%

La baisse des pressions inflationnistes et l'assouplissement des conditions financières devraient réduire progressivement les coûts de financement ...

• (Page 06)

FMI au Togo

Maximilien Kaffo présente les conclusions de la 1ère revue FEC

Le Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé la première revue de l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC) pour le Togo, débloquant 58,7 millions ...

• (Page 11)

FIBREZ SANS FRAIS

ACTUELLEMENT
LES FRAIS D'INSTALLATION SONT À
~~10 000~~ FCFA

CANALBOX
VIVEZ L'INTERNET ILLIMITÉ

8866 www.canalbox.tg

*Sous conditions d'éligibilité et de paiement du premier forfait mensuel

Economie & Finances

Essowè Georges Barcola fixe le cap pour 2025

Rigueur, responsabilité et efficacité au cœur de l'action du ministère de l'Économie et des Finances du Togo en 2025. Cet engagement s'est affirmé au cours de la cérémonie annuelle de présentation des vœux où l'argentier national Essowè Georges Barcola, a salué les réalisations de 2024 tout en appelant à une mobilisation accrue en 2025.

• Wilson Lawson

Porté par une vision claire et un leadership affirmé, le ministère de l'Économie et des Finances s'engage à relever les défis économiques pour accompagner le développement du Togo. La cérémonie, organisée mercredi 08 janvier 2025 au sein du ministère, s'est tenue dans une ambiance chaleureuse et empreinte de reconnaissance. Au nom de tout le personnel, Madame Akou Mawussé Adetou-Afidenyigba, Directrice de Cabinet, a exprimé sa gratitude au ministre pour son leadership exceptionnel et son engagement en faveur de la modernisation et des réformes structurelles. Elle a réitéré l'engagement des équipes à poursuivre les efforts pour atteindre les objectifs fixés, tout en souhaitant au ministre et à sa famille santé, prospérité et bonheur pour la nouvelle année. Essowè Georges Barcola, dans son intervention, a rendu hommage au personnel pour leur implication dans les avancées notables enregistrées en 2024, notamment grâce aux réformes soutenues par la vision du Président Faure Essozimna Gnassingbé. Il a souligné l'importance du rôle du ministère, qu'il a qualifié de "pivot central" de l'administration publique, et a appelé à une plus grande réactivité et efficacité des équipes à l'approche de la Ve République. Le ministre a exhorté les collaborateurs à apurer les dossiers en instance et à renforcer leur rigueur dans l'exécution des projets.



Le discours d'Essowè Georges Barcola reflète une volonté d'aligner les efforts du ministère sur les priorités stratégiques du gouvernement togolais. Les réalisations de 2024, telles que l'amélioration de la gestion des projets et la réforme de la commande publique, montrent que des bases solides ont été posées pour une administration moderne et efficace. Le ministre met également en avant un principe clé : la responsabilité. En insistant sur la nécessité de respecter les engagements et de travailler dans la concertation, il appelle à une gouvernance axée sur les résultats, essentielle pour répondre aux attentes des citoyens et accompagner la croissance économique du pays.

Vers la Vème République

Le Togo se prépare à entrer dans la Ve République, grâce à une dynamique de réformes institutionnelles et économiques visant à moderniser l'administration pu-

blique et à stimuler le développement. Le ministère de l'Économie et des Finances joue un rôle central dans cette transition, en pilotant les politiques budgétaires et financières. Avec un environnement global de plus en plus complexe, caractérisé par des défis économiques et sociaux croissants, l'année 2025 s'annonce décisive pour consolider les acquis et accélérer les réformes. Porté par une équipe mobilisée et un leadership fort, le ministère s'inscrit dans une démarche de progrès pour accompagner le développement du Togo et renforcer la confiance des citoyens. La cérémonie a illustré une volonté collective d'aller de l'avant, avec un personnel engagé et des priorités claires pour 2025 : rigueur, responsabilité et innovation. Ces valeurs guideront l'action du ministère dans ses efforts pour répondre aux attentes des Togolais et contribuer à la transformation économique du pays.



Répondre aux attentes des citoyens

Image du jour

BRVM CONFERENCE PRESSE

PRESENTATION DU BILAN DES ACTIVITES 2024 ET PERSPECTIVES 2025-2030

Jeudi 16 Janvier 2025 à 10H00
Salle de cotation de la BRVM - Visioconférence

Dr Edoh Kossi AMENOUNVE
Directeur Général de la BRVM

Suivez la conférence sur :
Zoom : <https://shorturl.at/Gc0k8>
Facebook : <https://shorturl.at/QA4KU>

AUX DECIDEURS ...

Engagement au service de l'information économique

Cinq ans, un cap symbolique, une aventure enrichissante. Depuis 2019, le quotidien L'économiste du Togo s'est imposé comme une référence incontournable dans le paysage médiatique d'ici et d'ailleurs.

En distillant chaque jour une information économique et financière rigoureuse et pertinente, notre média s'est donné pour mission d'éclairer l'opinion publique, de promouvoir une culture économique et de contribuer aux débats essentiels pour le développement de notre cher et beau pays, le Togo, de l'Afrique et de l'humanité toute entière.

En ce début d'année 2025, nous célébrons avec une immense gratitude cet anniversaire. Cinq ans de défis relevés, d'analyses partagées et d'histoires racontées avec passion, non sans obstacles.

Cette aventure, nous la devons à vous, nos lecteurs, annonceurs, partenaires et sympathisants. Vos soutiens, sous toutes leurs formes, ont été le socle de notre résilience et de notre croissance.

À vous tous, nous adressons un sincère merci.

Mais loin de nous reposer sur nos lauriers, nous voyons en cette nouvelle année un nouveau départ, une opportunité de nous réinventer pour mieux vous servir. L'équipe rédactionnelle et de direction renouvelle aujourd'hui son engagement. Celui de continuer à vous offrir une information fiable, indépendante et orientée vers le développement socioéconomique. Nos pages resteront le miroir des dynamiques économiques locales et internationales, des initiatives innovantes et des défis à relever.

L'économiste du Togo, c'est bien plus qu'un journal. C'est une plateforme d'échanges, un catalyseur de progrès, et surtout, une voix au service du développement.

En 2025, nous continuerons à porter cette vision avec ambition et détermination avec vous à nos côtés.

Merci de faire partie de cette belle aventure. Ensemble, continuons à bâtir une Afrique éclairée, ambitieuse et prospère à partir du Togo.

L'aventure continue...

La rédaction de L'économiste du Togo.

Le Togo en chiffres

Informations générales	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
Superficie	56 790 km ²	21,7 km ²	Banque mondiale, 2018
Population	8,3 millions	1 094 millions	CNU, 2020
Part de la population urbaine	42,8 %	41,4 %	CNU, 2020
Croissance démographique	2,4 %	2,6 %	CNU, 2020
Taux de fertilité	4,4 enfants par femme	4,7 enfants par femme	CNU, 2015-2020
Espérance de vie à la naissance	60,5 ans	60,5 ans	CNU, 2015-2020
Part de la population âgée de moins de 15 ans	41 %	42,7 %	CNU, 2020
Part de la population disposant de moins de 1,9 USD par jour en PPA	24,1 %	38,3 %	Banque mondiale, 2018
Taux d'alphabétisation des adultes	66,5 %	65,9 %	Banque mondiale 2019
APD par habitant	50,9 USD	49,9 USD	Banque mondiale 2019
Classement IDH 2019	167 / 189		PNUD, 2020

Union Économique et Monétaire Ouest Africaine

L'UEMOA, 31 ans d'intégration régionale entre acquis et défis

À l'occasion du 31^{ème} anniversaire de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), le président de la Commission, Abdoulaye Diop, a salué les progrès réalisés depuis sa création en 1994. Il a mis en avant des avancées telles que la convergence macroéconomique, l'harmonisation législative, et la construction d'un marché commun favorisant la libre circulation des biens, des personnes et des capitaux. Ces succès reposent sur l'engagement des États membres, des citoyens et des partenaires extérieurs, malgré un contexte mondial marqué par des crises multiples, notamment sécuritaires. Le président a appelé à poursuivre les efforts collectifs pour concrétiser la vision des pères fondateurs : une Union solidaire et dynamique au service des peuples.

Message du Président de la Commission de l'UEMOA, Abdoulaye DIOP à l'occasion des 31 ans de la création de l'UEMOA

Chères concitoyennes, chers concitoyens de notre Union,

Ce 10 janvier 2025 marque les trente-et-un ans de la création de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA). En effet, réunis à Dakar au Sénégal, le 10 janvier 1994, dans un contexte difficile marqué par la dévaluation du franc CFA, les dirigeants d'alors de sept Etats



de l'Afrique de l'Ouest, Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal et Togo, prenaient la décision historique de renforcer l'Union monétaire, née 32 ans plus tôt, par une intégration plus économique. Ils seront rejoints officiellement dans cette entreprise le 2 mai 1997 par la Guinée-Bissau.

Dès lors, ils s'engageaient à œuvrer de manière collective et solidaire, pour notamment, renforcer la compétitivité des économies des Etats membres, créer en leur sein, un marché commun basé sur la libre circula-

tion des personnes, des biens, des services, des capitaux et le droit d'établissement.

Sous l'impulsion et les orientations de nos plus Hautes Autorités à travers leur instance que constitue la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement, les Organes et Institutions de l'Union ne cessent d'œuvrer pour donner à l'intégration régionale toute sa substance, pour la construction d'un espace communautaire viable, dynamique et solidaire.

Trente-et-un ans après sa création, des réalisations concrètes parlent d'elles-mêmes. En témoignent les progrès en matière de convergence macroéconomique, d'harmonisation des législations et des politiques sectorielles dans les secteurs économiques et sociaux.

Chères concitoyennes et chers concitoyens,

Ces acquis ont été possibles grâce, notamment, à votre attachement profond, à l'idéal d'intégration qui transcende nos spécificités pour incarner la solidarité et la complémentarité des Etats et des peuples de l'Union. Nous saluons les efforts de tous les acteurs de la vie sociale et économique, ainsi que l'appui de nos partenaires extérieurs, convaincus par notre idéal d'intégration.

Le chemin à parcourir est long et les défis à relever nombreux, dans un environnement mondial perturbé par des crises profondes et multifformes, qui, hélas n'épargnent pas notre espace communautaire. Parmi elles, la crise sécuritaire qui constitue une source de préoccupation majeure pour tous nos Gouvernements et qui forcément, agit sur la marche de notre Union.

En ayant foi que notre engagement commun, dans l'unité et la solidarité, incarné au plus haut niveau par nos Chefs d'Etat, nous conduira vers l'UEMOA des peuples, telle que voulue par les pères fondateurs il y a 31 ans, je vous souhaite un bon anniversaire.



Le Togo en chiffres

Prévisions du commerce extérieur	2021	2022 (e)	2023 (e)	2024 (e)	2025 (e)
Volume des exportations de biens et services (variation annuelle en %)	10,4	6,3	4,9	7,5	7,8
Volume des importations de biens et services (variation annuelle en %)	6,0	5,5	6,2	6,8	8,6

Sénégal	5,0	Etats-Unis	2,7
Nigéria	4,0	Malaisie	2,7

Source : Comtrade, 2022. En raison de l'arrondi, la somme des pourcentages peut être inférieure ou supérieure à 100

Le Togo en chiffres

Indicateurs économiques	Togo	Afrique Subsaharienne	Source
PIB nominal en 2021	2,4 Mds USD	1 870 Mds USD	FMI
PIB par habitant en 2021	991,5 USD	1 742 USD	FMI
Part du secteur de l'agriculture dans le PIB	22 %	19 %	CNUCED, 2020
Part du secteur de l'industrie dans le PIB	23 %	29 %	CNUCED, 2020
Part du secteur des services dans le PIB	55 %	52 %	CNUCED, 2020

Indicateurs économiques	Togo		Afrique Subsaharienne		Source
	2021	2022	2021	2022	
Croissance du PIB réel	+5,1 %	+5,6 %	+4,5 %	+3,8 %	FMI
Croissance du PIB réel par habitant	+2,6 %	+3 %	+2,3 %	+1,5 %	FMI
Taux d'inflation moyen annuel	+4,3 %	+4,6 %	+11 %	+12,2 %	FMI
Solde budgétaire global, dont compris (en % du PIB)	-6,5 %	-4,9 %	-5,3 %	-4,7 %	FMI
Dettes publiques (en % du PIB)	63,8 %	63,6 %	56,9 %	55,1 %	FMI
Dettes extérieures publiques (en % du PIB)	25,8 %	28,0 %	25,1 %	24 %	FMI

Togo / Région des Savanes

Bilan 2024 des programmes d'urgence et opérations de sécurisation

Sous le leadership du Président Faure Essozimna Gnassingbé, le Togo a redoublé d'efforts en 2024 pour améliorer la résilience des populations et sécuriser les frontières dans la région des Savanes. Des initiatives, notamment dans les domaines des infrastructures, de l'accès aux services de base et de la lutte contre l'insécurité, témoignent d'un engagement accru envers les populations vulnérables.



● Joël Yanclou

Parmi les réalisations phares du Programme d'Urgence de Renforcement de la Résilience dans la Région des Savanes (PURS) en 2024, figure en bonne place 125 km de pistes rurales aménagées, désenclavant ainsi plusieurs localités et facilitant l'accès aux services essentiels. En outre, 302 forages équipés de systèmes de pompage solaire ont été installés, garantissant un accès élargi à l'eau potable pour les communautés locales. De même, en septembre 2024, une nouvelle phase d'assistance a ciblé plus de 12 000 ménages vulnérables, soit environ 63 000 personnes réparties dans 170 localités des sept préfectures de la région, apprend-on de source officielle. Cette initiative a principalement porté sur l'aide alimentaire et sanitaire, pour répondre aux besoins urgents des populations confrontées à l'insécurité.

Sécurité

Sur le plan sécuritaire, l'état d'urgence instauré en avril 2023 a été maintenu, permettant aux forces de défense de mener des opérations renforcées dans la région. En décembre 2024, le poste frontalier de Tamong a été inauguré, consolidant la surveillance à la frontière avec le Ghana. De même, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a soutenu l'amélioration des postes frontaliers de Pogno et Tamong, fournissant des équipements pour une gestion plus efficace des flux transfrontaliers. Dans le cadre des festivités de fin d'année, l'opération KELIGOU, signifiant "vigilance" en langue locale, a été lancée le 20 décembre. Elle vise à garantir la sécurité et la sérénité des célébrations à travers le pays.



De même, l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) a soutenu l'amélioration des postes frontaliers de Pogno et Tamong, fournissant des équipements pour une gestion plus efficace des flux transfrontaliers. Dans le cadre des festivités de fin d'année, l'opération KELIGOU, signifiant "vigilance" en langue locale, a été lancée le 20 décembre. Elle vise à garantir la sécurité et la sérénité des célébrations à travers le pays.

Stratégie intégrée

Les initiatives déployées en 2024 reflètent la stratégie intégrée du gouvernement togolais pour soutenir la résilience des populations tout en consolidant la sécurité dans une région vulnérable. En associant infrastructures de base, aide humanitaire et mesures de sécurisation, l'exécutif a su répondre aux défis multiformes auxquels fait face la région des Savanes. Le PURS illustre une approche proactive où les investissements ciblés dans les secteurs de l'eau, des infrastructures et de la sécurité se combinent pour améliorer durablement les conditions de vie. Par ailleurs, les opérations de

sécurisation, notamment à travers l'état d'urgence et l'inauguration de nouveaux postes frontaliers, montrent une volonté de protéger les populations et de réduire les risques d'infiltration terroriste.

Continuité des programmes antérieurs

Depuis plusieurs années, la région des Savanes est confrontée à des défis sécuritaires exacerbés par l'instabilité dans les pays voisins. Cette situation a imposé au Togo de renforcer sa vigilance et d'investir dans des solutions durables pour garantir la sécurité des populations et prévenir les crises humanitaires. Les efforts déployés en 2024 s'inscrivent dans la continuité des programmes antérieurs, qui ont permis d'améliorer l'accès aux services de base et de réduire la fréquence des attaques. Le leadership du Président Faure Gnassingbé et l'engagement des partenaires internationaux, tels que l'OIM, témoignent d'une dynamique collective pour relever les défis régionaux et nationaux. Avec une approche centrée sur la résilience, le développement et la sécurité, le Togo poursuit son ambition de bâtir une région des Savanes stable et prospère, tout en posant un exemple pour d'autres pays confrontés à des défis similaires en Afrique de l'Ouest.

TP & Infrastructures en 2025

Développement et modernisation dans le viseur de Sani Yaya

Au cours de la cérémonie de présentation des vœux de Nouvel An, le ministre des Travaux publics et des Infrastructures, Sani Yaya, a réaffirmé son engagement en faveur du développement des infrastructures et de la modernisation du réseau routier togolais. Accompagné de ses collaborateurs, il a tracé les priorités pour 2025, dans une dynamique de transparence, d'efficacité et de responsabilité.

● Joël Yanclou

Le ministre Sani Yaya a présidé jeudi 9 janvier 2025, la traditionnelle cérémonie de vœux dans une ambiance conviviale, entouré de ses collaborateurs. Le Directeur de Cabinet, Bignoite Kongnah, a ouvert la séance en souhaitant santé, prospérité et succès au ministre, tout en soulignant les réalisations de l'année écoulée et l'engagement des équipes à poursuivre les efforts pour finaliser la feuille de route 2020-2025. Dans son intervention, le ministre a exprimé sa gratitude à Dieu et salué le leadership du Président Faure Essozimna Gnassingbé dans la conduite des affaires de l'État, notamment dans un contexte sécuritaire marqué par des défis liés au terrorisme. Il a également rendu hommage aux forces de défense et de sécurité pour leur dévouement. Pour 2025, le ministère mettra l'accent sur plusieurs priorités, notamment la modernisation de la route nationale 1 ; le bitumage d'axes stratégiques reliant les zones enclavées aux centres urbains ; l'entretien des routes, confié à la SAFER ; la construction et la reconstruction d'infrastructures publiques



telles que les ponts et les pistes rurales. Le ministre a insisté sur la nécessité de livrer des travaux de qualité répondant aux attentes des usagers. Il a appelé chaque collaborateur à se mobiliser pour garantir des résultats concrets, dans un esprit de crédibilité, de transparence et de responsabilité.

Une gouvernance axée sur les résultats

Le discours de Sani Yaya traduit une volonté de renforcer l'impact des politiques publiques sur le quotidien des Togolais. Le focus sur l'entretien et la modernisation des infrastructures reflète l'importance accordée à l'accessibilité et à la fluidité des échanges économiques, essentiels au développement national. Le ministre a également mis en exergue

l'importance d'une gouvernance axée sur les résultats, un point crucial pour maintenir la confiance des citoyens et des partenaires techniques et financiers. L'attention portée au suivi rigoureux des travaux illustre une approche proactive pour éviter les retards et garantir des infrastructures durables.

Moderniser le réseau routier

Depuis plus d'une décennie, le Togo mène une vaste campagne de modernisation de son réseau routier, considéré comme un pilier du développement. Les infrastructures de transport jouent un rôle clé dans le désenclavement des régions reculées, facilitant l'accès aux services de base et favorisant les échanges commerciaux. Face aux enjeux sécuritaires croissants, notamment dans le nord du pays, le renforcement des infrastructures routières est également essentiel pour garantir la mobilité et sécuriser les populations. L'année 2025 s'annonce donc cruciale pour consolider les acquis et accélérer les projets en cours, dans un contexte où le gouvernement ambitionne de positionner le Togo comme un modèle en matière de développement des infrastructures. Par cette mobilisation collective, le ministère des Travaux publics entend relever les défis de modernisation et contribuer à la vision d'un Togo prospère et inclusif.



Source : FMI ; World economic outlook ; dernières données disponibles. (e) estim. Le Togo en chiffres ; données du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Principaux pays partenaires du Togo		Principaux fournisseurs	
Principaux clients (% des exportations)		Principaux fournisseurs (% des importations)	
2024	2020	2024	2020
Burkina Faso	13,9	Chine	20,3
Bénin	13,0	France	8,6
Niger	8,5	Inde	7,5
Ghana	8,3	Ghana	5,6
Inde	7,5	Japon	4,3
Côte d'Ivoire	6,4	Nigéria	3,6
		Allemagne	3,5

Indicateurs du commerce extérieur		2016	2017	2018	2019	2020
Commerce extérieur (en % du PIB)						
Balance commerciale (hors services) (millions USD)		66,9	58,1	56,7	54,4	52,9
Balance commerciale (services inclus) (millions USD)		-265	-644	-782	-757	n/a
Importations de biens et services (millions USD)		492	502	496	506	n/a
Exportations de biens et services (millions USD)		1,0	-11,4	5,3	1,4	0,8
Importations de biens et services (en % du PIB)		6,7	6,7	6,0	6,1	6,7
Exportations de biens et services (en % du PIB)		40,0	32,9	32,7	31,3	31,1

Profil commercial		2016	2017	2018	2019	2020
Valeurs du commerce extérieur						
Importations de biens (millions USD)		2 382	1 874	2 114	2 491	2 114
Exportations de biens (millions USD)		1 290	1 016	1 090	1 055	1 008
Exportations de services (millions USD)		397	427	464	447	407
Importations de services (millions USD)		530	531	520	576	453

Source : Organisation mondiale du commerce (OMC) ; dernières données disponibles

Togo

Création du Commissariat à l'énergie atomique

Le chef de l'Etat, Faure Essozimna Gnassingbé a présidé ce 10 janvier 2025, le premier Conseil des ministres de l'année. Au cours des travaux, le Conseil des ministres a examiné et adopté le décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du commissariat à l'énergie atomique du Togo (CEAT). La création du Commissariat à l'énergie atomique permettra au pays d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de formation, de recherche et d'application concernant le développement des technologies nucléaires, dans un cadre stratégique, technique et opérationnel spécifique à ce domaine hautement scientifique.

COMPTE RENDU DU CONSEIL DES MINISTRES

Lomé, vendredi 10 janvier 2025

Le Conseil des ministres s'est réuni ce vendredi 10 janvier 2025, sous la présidence de Son Excellence Monsieur Faure Essozimna GNASSINGBE, Président de la République.

Le Conseil des ministres a examiné un (01) projet de loi et quatre (04) décrets. Il a écouté une (01) communication et abordé un (01) point de divers.

I-Au titre du projet de loi,

Le Conseil des ministres a examiné et adopté le projet de loi relative au renseignement.

Dans le contexte régional de menaces sécuritaires persistantes, le renseignement représente un enjeu majeur de sécurité nationale. Il doit disposer d'un cadre juridique adéquat garantissant une mise en œuvre coordonnée et efficiente, respectueuse des lois et règlements, et protectrice des droits et libertés.

C'est l'objet du projet de loi adopté par le Conseil des ministres, qui s'inscrit dans le cadre des réformes déjà réalisées pour renforcer l'appareil de renseignement, et pour prendre en compte les nouvelles menaces transversales liées aux technologies de l'information et de la communication.

Ce texte présente de nombreuses innovations, notamment l'instauration d'un délégué chargé de la coordination de l'ensemble des services de renseignement, l'institution d'un contrôle interne administratif et d'un contrôle externe par le Parlement.

Son adoption permettra à notre pays de moderniser l'organisation de l'activité de renseignement, d'en assurer une meilleure coordination et de renforcer la transparence de leurs actions, en veillant au respect des droits des citoyens.

II. Au titre des décrets,

Le Conseil des ministres a examiné et adopté le décret portant création d'un conseil national de défense et de sécurité (CNDS).

La mission de ce Conseil est de planifier la gestion des crises majeures en matière de sécurité, d'évaluer les risques de sécurité intérieure, et d'organiser la réponse à toute situation pouvant porter atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation.

Le Conseil des ministres a ensuite examiné et adopté un décret relatif à la protection du secret de la défense nationale

Dans un contexte mondial caractérisé par la circulation rapide de l'information, la protection du secret de la défense nationale devient un impératif.

Le présent décret prévoit la définition des informations, supports, procédés, systèmes d'information, installations et lieux présentant un caractère de secret de la défense nationale. Il organise la protection des informations sensibles et définit les modalités et procédures de leur communication, afin de préserver la sécurité de l'État.

Il crée également une commission du secret de la défense nationale dont la mission inclut la proposition, la diffusion, l'application et le contrôle de la mise en œuvre des mesures nécessaires à la protection du secret de la défense nationale.

L'adoption de ce texte permettra d'assurer une protection des intérêts fondamentaux de la Nation à travers l'organisation du secret de la défense nationale.

Le Conseil des ministres a également examiné et



adopté le décret portant création, attributions, organisation et fonctionnement du commissariat à l'énergie atomique du Togo (CEAT).

Membre de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) depuis 2012, le Togo a résolument opté pour une exploitation sûre, pacifique et innovante des technologies nucléaires civiles et de leurs multiples applications, notamment dans les domaines de l'énergie, de la santé, de l'agriculture ou de la lutte contre les changements climatiques.

Après la loi du 10 juin 2020 sur le nucléaire et la création de l'Autorité nationale de sûreté et de sécurité nucléaires (ANS-SN), il est donc mis en place le Commissariat à l'énergie atomique, institution stratégique pour coordonner les efforts, renforcer les capacités techniques et maximiser les retombées durables des sciences et technologies nucléaires dans divers secteurs.

La création du Commissariat à l'énergie atomique permettra à notre pays d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes de formation, de recherche et d'application concernant le développement des technologies nucléaires, dans un cadre stratégique, technique et opérationnel spécifique à ce domaine hautement scientifique.

Enfin, le Conseil des ministres a examiné en deuxième lecture et adopté le décret portant création, attributions, organisation et

fonctionnement de l'Autorité togolaise des frontières (ATF).

Cette structure vise à mutualiser les dispositifs existants, notamment la commission de gestion des frontières maritimes et la commission de gestion des frontières terrestres, pour en optimiser la gestion.

La création de l'Autorité togolaise des frontières permet d'imprimer une approche globale et interactive aux réflexions et stratégies sur la juridiction territoriale, maritime et aérienne du Togo, en évitant des chevauchements éventuels et en améliorant l'organisation, le stockage et la diffusion des informations relatives aux frontières nationales.

III. Au titre des communications,

Le Conseil des ministres a écouté une communication du ministre de l'agriculture, de l'hydraulique villageoise et du développement rural, relative au programme de modernisation de l'agriculture au Togo (PRoMAT).

La transformation structurelle de l'agriculture togolaise vise à en faire un secteur productif, à haute valeur ajoutée, moteur de valeur économique pour les agriculteurs et de croissance pour le pays.

Ainsi, en capitalisant sur les résultats de programmes d'investissement agricole mis en œuvre il y a quelques années, le nouveau programme dénommé programme de modernisation de l'agriculture au Togo est élaboré pour accroître les performances et pour relever les défis nouveaux du secteur, notamment la prise en compte des changements climatiques et le besoin de compétitivité des produits locaux.

Le programme de modernisation de l'agriculture au Togo est articulé autour de quatre (04) axes incluant le soutien à la production agricole et à la résilience des systèmes de production, la valorisation des produits agricoles et l'accès aux marchés, l'accès au financement et la promotion des initiatives privées et le renforcement de la gouvernance du secteur.

Le chef de l'État a instruit le gouvernement de veiller à maintenir le dialogue direct avec les producteurs agricoles pour une compréhension partagée des objectifs, et de privilégier une approche multisectorielle visant des résultats mesurables et un impact concret.

IV. En divers,

Le ministre de l'environnement et des ressources forestières a rendu compte au Conseil des ministres du bilan de la campagne nationale de reboisement 2024. Dans le cadre de l'ambition nationale d'étendre la couverture forestière à 25% du territoire et de planter un milliard d'arbres à l'horizon 2030, la campagne de reboisement de l'année qui s'achève a permis de couvrir une superficie de 11.544 hectares avec 9.142.273 plants mis en terre.

La sensibilisation des parties prenantes à cette cause se poursuit pour accroître ces résultats, et des actions incitatives sont mises en œuvre à l'instar des prix décernés aux meilleurs reboiseurs dans chaque région.

Le Président de la République a instruit le gouvernement de rendre disponible la cartographie des espaces reboisés, pour une bonne information des parties prenantes au processus et des populations en général.

Fait à Lomé, le 10 janvier 2025

Le Conseil des ministres



Afrique subsaharienne

Moody's prévoit une hausse de la croissance en 2025, à 4,2%

La baisse des pressions inflationnistes et l'assouplissement des conditions financières devrait réduire progressivement les coûts de financement dans la région, mais des risques politiques et climatiques pourraient peser sur les perspectives économiques de la région.

L'Afrique subsaharienne devrait enregistrer une croissance économique de 4,2% en 2025 contre une estimation de 3,8% en 2024, a estimé l'agence de notation financière Moody's Ratings dans un rapport publié le mercredi 8 janvier 2025. Intitulé « Sovereign – Sub-Saharan Africa: 2025 outlook stable as financing conditions improve; but debt costs still high », le rapport précise que la croissance économique moyenne de la région devrait être plus élevée que celle enregistrée au cours de la dernière décennie, qui a été marquée par plusieurs chocs endogènes et exogènes tels que la chute des prix des matières premières durant la période 2014-2016, la pandémie de covid-19 et l'envolée de l'inflation consécutive au déclenchement du conflit russo-ukrainien. La hausse prévue de la croissance durant l'année en cours devrait notamment découler de l'assouplissement des conditions financières, des investissements accrus dans les infrastructures et le secteur de l'énergie, de l'accélération du rythme des réformes économiques et de l'expansion du secteur des services. Les analystes de Moody's notent que le recul de l'inflation et la baisse des



taux directeurs opérés par les principales banques centrales mondiales soutiendront une tendance générale à l'assouplissement de la politique monétaire dans la région, ce qui permettrait une réduction progressive des coûts de financement. Toutefois, ces coûts devraient rester plus élevés qu'au cours de la période précédant la covid-19. Ainsi, les contraintes liées à la disponibilité des financements persisteront pour un certain nombre d'Etats, tandis que les besoins élevés en financements nécessaires au service de la dette extérieure par rapport aux réserves de change utilisables constitueront une autre source de risque souverain. Une appréciation soutenue du dollar en 2025 pourrait également augmenter le coût du service de la dette en devises étrangères. L'agence américaine a en outre fait remarquer que l'Afrique du Sud et le Nigeria, les deux plus grandes écono-

mies de la région, continueront à mettre en œuvre des réformes économiques qui renforceront leur solvabilité et leurs perspectives de croissance. « Pour l'Afrique du Sud, les améliorations seront graduelles, malgré une diminution significative des coupures d'électricité et des délestages, tandis que le Nigeria devrait poursuivre ses efforts pour établir un marché de change plus performant », a-t-elle souligné. La croissance économique en Angola et en République du Congo devrait aussi se renforcer en 2025, grâce notamment à l'exploitation de nouveaux projets pétroliers et gaziers qui compenseront la baisse de la production des gisements vieillissants. Moody's s'attend par ailleurs à ce que les flux d'investissements directs étrangers restent importants vers les pays produisant des matières premières nécessaires à la transition énergétique,

comme la République démocratique du Congo et la Namibie. Des risques climatiques pèseront cependant sur les perspectives économiques de certains pays tels que la persistance de la sécheresse qui a perturbé la production hydroélectrique et minière

en Zambie, annulant les bénéfices de la hausse des prix du cuivre. Des risques politiques pourraient également compromettre la stabilité dans d'autres pays comme la Côte d'Ivoire, qui organisera en octobre 2025 des élections au cours desquelles le

président Alassane Ouattara pourrait briguer un quatrième mandat controversé, et le Mozambique, où l'opposition continue à contester la victoire du candidat du parti au pouvoir lors de la présidentielle du 9 octobre 2024.

Avec Agence Ecofin

Banque africaine de développement

Un leadership transformateur salué à l'échelle mondiale

Dans un hommage majeur au rôle du Groupe de la Banque africaine de développement dans l'amélioration des conditions de vie de millions d'Africains, le magazine New African a distingué deux figures emblématiques de l'institution dans sa liste tant attendue des 100 Africains les plus influents de 2024.

● Nicole Esso

Le président du Groupe de la Banque africaine de développement, M. Akinwumi Adesina, à la tête de l'institution depuis près de 10 ans, et Hassatou Diop N'Sele, vice-présidente des finances et chief financial officer depuis 2022, figurent sur cette prestigieuse liste. Cette compilation met en lumière des personnalités ayant apporté des contributions significatives et positives à l'Afrique et à la communauté mondiale. La reconnaissance de M. Adesina, lauréat du Prix mondial de l'alimentation et ancien ministre nigérian de l'Agriculture, et de Mme N'Sele, haute responsable financière sénégalaise, souligne le rôle croissant et crucial de cette institution de financement du développement dans la progression économique du continent. Le magazine souligne que lorsque M. Adesina a commencé son rôle de président de la principale banque multilatérale de développement du continent en 2015, le capital de la Banque africaine de développement se situait à 93 milliards de dollars. Neuf ans plus tard, indique le magazine, alors que le second mandat du président de l'institution touche à sa fin, le capital de la banque s'élève à 318 milliards de dollars. Le magazine y voit une confirmation des propos du président qui affirmait en novembre dernier que « la banque que vous voyez aujourd'hui est différente ». Le palmarès annuel des « 100 Africains les plus



influents » du magazine New African est probablement la compilation annuelle la plus attendue et la plus discutée du continent. Depuis sa création en 2011, elle s'est forgé une réputation de référence définitive et autorisée pour reconnaître et célébrer l'excellence africaine. M. Adesina a déclaré : « C'est un immense honneur et une reconnaissance brillante pour la Banque africaine de développement. Bien que je sois personnellement honoré, je considère cette distinction comme un hommage à tous ceux qui travaillent dans notre formidable institution. C'est un vibrant hommage qui salue nos efforts collectifs incessants pour améliorer la vie de millions d'Africains et ouvrir la voie à un avenir prometteur. » Cette année, la liste reflète la résilience, l'ingéniosité et l'impact croissant de l'Afrique sur la manière dont le monde perçoit le continent, avec des personnalités qui marquent la politique, les affaires, la société civile, la science, le sport et les arts. Le magazine Time a récemment honoré Mme N'Sele pour son travail pionnier en finance climatique. Sous sa direction, la Banque africaine de développement a introduit une obligation « hybride » innovante de 750 millions de dollars pour développer la finance climatique – une première pour une banque multilatérale de développement. Cet instrument financier a suscité un intérêt significatif du marché et a été souscrit à hauteur de 6 milliards de dol-

lars. Il marque le début de ce qui pourrait devenir une nouvelle catégorie d'actifs : l'émission de capital hybride par des banques multilatérales de développement. Travaillant en étroite collaboration avec M. Adesina, Mme N'Sele, qui a rejoint la Banque africaine de développement en 1999, a été un moteur essentiel des percées de l'institution sur les marchés des obligations vertes et sociales. Mme N'Sele a déclaré : « J'ai eu le privilège de guider, sous la direction de M. Adesina, notre institution vers la création d'une nouvelle catégorie d'actifs pour développer le financement climatique. Mon équipe et moi sommes fiers d'avoir conçu un instrument de capital durable qui renforce la capacité de financement des banques multilatérales de développement, notamment pour les projets climatiques. Ces banques peuvent désormais mobiliser des capitaux privés, ouvrant de nouvelles perspectives pour le financement du développement à grande échelle. » La liste 2024 des 100 Africains les plus influents de New African comprend également des personnalités de premier plan telles que le roi Mohammed VI du Maroc, le président sénégalais Bassirou Diomaye Faye, l'industriel nigérian Aliko Dangote, l'homme d'affaires le plus riche d'Afrique, et l'acteur Idris Elba.

Côte d'Ivoire

Une Cité de l'innovation et de la culture prévue pour 2025

Le président Alassane Ouattara a dévoilé un projet révolutionnaire : la construction d'une Cité de l'Innovation et de la Culture à partir de 2025. Ce projet, qui vise à positionner la Côte d'Ivoire comme un leader régional dans les domaines du numérique et de la culture, ambitionne de stimuler l'emploi et de promouvoir la créativité ivoirienne.

● Junior Aredola

Lors de son discours de fin d'année, le président ivoirien Alassane Ouattara a annoncé le lancement en 2025 de la Cité de l'Innovation et de la Culture. Ce complexe futuriste sera conçu pour répondre aux besoins croissants de transformation numérique et de valorisation culturelle en Côte d'Ivoire. Le projet, financé à hauteur de 95,13 millions USD grâce à un budget approuvé en novembre 2024 par le parlement ivoirien, comprendra des infrastructures technologiques de pointe, des incubateurs pour startups, et des espaces consacrés aux arts et à la culture. « Ce projet est une étape décisive pour faire de notre pays une référence régionale dans l'innovation

technologique et culturelle », a déclaré Alassane Ouattara. Avec un accent particulier sur l'emploi et les jeunes, cette cité offrira aux talents locaux un environnement dédié à la créativité et à l'entrepreneuriat. La Côte d'Ivoire, dont l'indice d'adoption des technologies de l'information et de la communication (TIC) a progressé de 59 à 65,3 entre 2023 et 2024 selon l'Union internationale des télécommunications, profite d'une expansion notable de l'Internet à haut débit et de la téléphonie mobile. Le projet de la Cité de l'Innovation et de la Culture représente une avancée stratégique pour la Côte d'Ivoire, à la croisée des chemins entre transformation numérique et valorisation culturelle. En combinant culture et technologie, cette initiative répond à une double

ambition : renforcer l'économie numérique et positionner la culture ivoirienne sur la scène internationale. Ce projet est également un signal fort adressé à la jeunesse ivoirienne, en quête d'opportunités pour s'épanouir dans des secteurs à fort potentiel. L'intégration des TIC dans ce projet montre une volonté de modernisation et d'anticipation des mutations économiques globales, tout en capitalisant sur l'héritage culturel du pays. La Côte d'Ivoire a multiplié ces dernières années les initiatives pour promouvoir le numérique et la culture, deux secteurs identifiés comme stratégiques dans son plan de développement. Cette dynamique s'inscrit dans un contexte de croissance économique soutenue et d'amélioration des infrastructures technologiques.

vendredi 10 janvier 2025

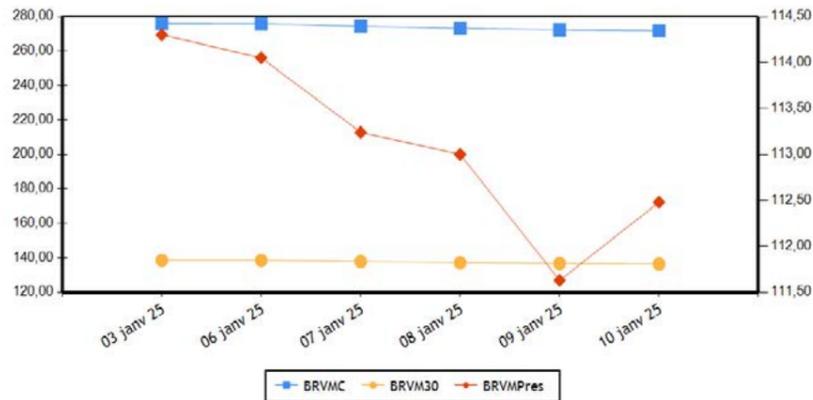
N° 7

BRVM COMPOSITE	271,77
Variation Jour	-0,17 % ↓
Variation annuelle	-1,54 % ↓

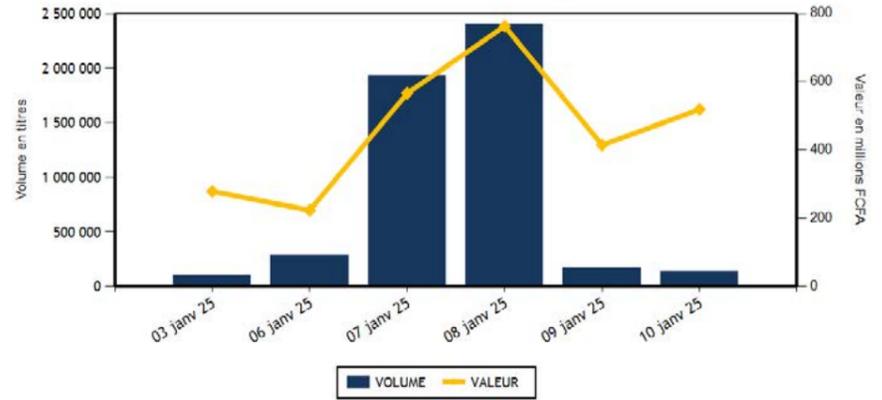
BRVM 30	136,47
Variation Jour	-0,19 % ↓
Variation annuelle	-1,64 % ↓

BRVM PRESTIGE	112,48
Variation Jour	0,76 % ↑
Variation annuelle	-2,06 % ↓

Evolution des indices



Volumes et valeurs transigés



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)(Actions & Droits)	9 923 525 422 707	-0,17 %
Volume échangé (Actions & Droits)	135 197	-21,74 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	449 870 847	9,54 %
Nombre de titres transigés	45	0,00 %
Nombre de titres en hausse	17	41,67 %
Nombre de titres en baisse	11	-52,17 %
Nombre de titres inchangés	17	70,00 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SOCIETE IVOIRIENNE DE BANQUE (SIBC)	3 480	7,41 %	-2,11 %
SETAO CI (STAC)	440	7,32 %	-2,22 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	720	6,67 %	-4,00 %
SICOR CI (SICC)	4 275	6,48 %	6,88 %
SERVAIR ABIDJAN CI (ABJC)	1 855	5,10 %	-2,37 %

INDICES PAR COMPARTIMENT

Base = 100 au 02 janvier 2023	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM-PRESTIGE	10	112,48	0,76 %	-2,06 %	55 876	338 244 395	10,11
BRVM-PRINCIPAL	37	137,00	0,37 %	-0,80 %	79 321	111 626 452	10,90

INDICES SECTORIELS ANCIENS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	120,52	-0,02 %	2,69 %	8 237	35 746 610	17,91
BRVM - SERVICES PUBLICS	5	751,06	-1,28 %	-1,69 %	6 684	87 170 040	11,86
BRVM - FINANCES	15	99,18	1,46 %	-2,53 %	62 483	74 937 342	6,23
BRVM - TRANSPORT	2	322,61	1,12 %	-1,82 %	2 841	3 629 050	4,06
BRVM - AGRICULTURE	5	193,84	1,05 %	-1,64 %	48 951	234 520 475	14,19
BRVM - DISTRIBUTION	7	333,75	0,78 %	-0,46 %	5 182	10 585 480	19,78
BRVM - AUTRES SECTEURS	2	663,43	0,79 %	2,15 %	819	3 281 850	23,33

INDICES SECTORIELS NOUVEAUX

Base = 100 au 02 janvier 2025	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - TELECOMMUNICATIONS	3	98,27	-1,33 %	-1,73 %	5 511	83 091 645	11,90
BRVM - CONSOMMATION DISCRETIONNAIRE	7	99,61	0,05 %	-0,39 %	3 245	5 589 780	22,86
BRVM - SERVICES FINANCIERS	15	97,47	1,46 %	-2,53 %	62 483	74 937 342	6,23
BRVM - CONSOMMATION DE BASE	9	101,56	0,28 %	1,56 %	50 944	250 207 240	18,47
BRVM - INDUSTRIELS	7	98,49	0,82 %	-1,51 %	6 332	9 415 330	6,50
BRVM - ENERGIE	4	100,72	1,25 %	0,72 %	5 509	22 551 115	14,98
BRVM - SERVICES PUBLICS	2	99,38	0,20 %	-0,62 %	1 173	4 078 395	10,54

Kristalina Georgieva

La patronne du FMI inquiète pour l'économie mondiale

Entre l'arrivée au pouvoir de Donald Trump aux Etats-Unis et les différences de dynamique constatées à travers le monde, le FMI ne se montre guère optimiste pour 2025, tout en reconnaissant que c'est surtout l'incertitude qui règne.

L'année 2025 ne s'annonce pas sous des auspices favorables pour l'économie mondiale, à en croire Kristalina Georgieva. La directrice générale du Fonds monétaire international (FMI) a fait part de ses inquiétudes face aux nombreuses « incertitudes » pour l'année à venir, provoquées notamment par le revirement politique attendu aux Etats-Unis, avec l'investiture imminente de Donald Trump, et les « vents contraires » que cela pourrait entraîner pour le commerce mondial. Des inquiétudes formulées vendredi, en amont de la publication de la première actualisation du rapport sur l'économie mondiale de l'institution (WEO), qui devrait être publiée dans une semaine. Selon la patronne du FMI, dans l'ensemble, le ralentissement de l'inflation devrait se confirmer un peu partout dans le monde, même si cela se fait plus rapidement dans les économies avancées que les pays émergents, à l'exception de la Chine. Elle a néanmoins reconnu que ces prévisions restent fragiles, car il y a « tout de même beaucoup d'incertitudes, particulièrement en termes de politiques économiques ». « Sans surprise, du fait de la taille et du rôle de l'économie américaine, il y a un intérêt mondial quant aux décisions politiques du futur gouverne-



● Kristalina Georgieva, directrice générale du (FMI, n'a que peu de certitudes pour l'année qui débute. Reuters

ment, concernant les droits de douane, baisses d'impôt et dérégulation » mais cela concerne également d'autres régions, à commencer par l'Asie, a déclaré Kristalina Georgieva.

Divergences

Le rapport à venir devrait également confirmer les « divergences » entre les économies, tant en termes de croissance que d'évolution de l'inflation, comme l'a souligné la directrice générale du Fonds. « Les Etats-Unis devraient aller encore mieux que nous l'anticipons, à l'inverse de l'Union européenne qui marque un peu plus le pas, alors que l'Inde devrait faire un peu moins bien. Le Brésil devrait être confronté à une inflation plus élevée alors que la Chine fait face à une pression déflationniste »,

a-t-elle détaillé. Elle a aussi rendu un hommage appuyé au gouvernement argentin, estimant que les effets des réformes réalisées « ont été profonds avec la mise en place d'un programme fort de stabilisation macroéconomique et de croissance », qui permet au FMI d'envisager un nouveau prêt au pays sud-américain, actuellement en discussion. « Il importe que les Etats comprennent l'importance de réaliser des réformes nécessaires pour revitaliser leur croissance, si l'on veut éviter un renforcement des divergences », a-t-elle insisté.

Manque d'éducation

Rendre hommage à un pays qui a supprimé son ministère de l'éducation pour le réduire à une branche du super ministère du « Capital humain » n'a pas empêché le FMI de regretter les efforts insuffisants réalisés par les Etats, tant émergents qu'avancés, en termes d'éducation « qui a été délaissée durant cette décennie ». « Prenez l'exemple de la Chine, ils produisent tous ces ingénieurs mais s'ils veulent améliorer leur économie, il faut renforcer la demande interne, c'est-à-dire la santé, les services, tout ce qui ne s'exporte pas, cela nécessite une main d'œuvre adaptée », a commenté un responsable du Fonds.

(Avec AFP)

Sanctions américaines

Le pétrole passe au-dessus des 80 dollars

Cette nouvelle série de restrictions, qui intervient à quelques jours de l'investiture de Donald Trump, vise deux sociétés russes du secteur et la « flotte fantôme » de Moscou.

Le gouvernement américain sortant aux Etats-Unis a annoncé vendredi avoir pris de nouvelles sanctions contre le secteur énergétique russe. Les cours du pétrole ont bondi ce vendredi, anticipant les annonces du gouvernement américain sur de nouvelles sanctions à l'égard des Etats-Unis. Le baril de Brent dépassait ainsi les 80 dollars. Il est néanmoins redescendu par la suite. Vers 17h30, le prix du baril de Brent de la mer du Nord montait de 2,22% à 78,91 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate, augmentait de 2,09% à 75,85 dollars. Les cours du pétrole étaient déjà en hausse depuis plusieurs semaines, en particulier ces derniers jours du fait d'un temps très froid aux Etats-Unis, « ce qui devrait entraîner une augmentation de la demande en combustibles de chauffage », rapporte John Plassard, analyste chez Mirabaud. En outre, le marché a assisté cette semaine à la « septième baisse hebdomadaire consécutive des stocks de pétrole brut aux Etats-Unis », ajoute l'analyste, ce qui tend à faire grimper les prix sur le marché.

200 pétroliers et méthaniers concernés

Les Etats-Unis ont, en effet, annoncé avoir pris de nouvelles sanctions afin de saper



« la plus grande source de financement du Kremlin » mise au service de l'effort de guerre en Ukraine. A quelques jours de l'investiture, le 20 janvier, de Donald Trump, le département du Trésor a détaillé une série de sanctions visant notamment deux des principales sociétés russes du secteur, Gazprom Neft et Sourgoutneftegaz. Elles concernent également près de 200 pétroliers et méthaniers opérant depuis la Russie et présentés comme faisant partie de la « flotte fantôme » de Moscou et sont prises en coopération avec le Royaume-Uni, a précisé le gouvernement américain. Un certain nombre de navires ciblés sont cependant enregistrés sous pavillon de la Barbade et du Panama.

Viser l'ensemble de la filière

Au-delà des producteurs et des navires, les sanctions visent également l'ensemble de la filière, ciblant notamment un certain nombre d'intermédiaires, de fournisseurs de services sur les champs pétroliers ainsi que des responsables politiques

du secteur. Elles passent également par l'interdiction de la fourniture de services proposés par des entreprises américaines spécialisées dans le secteur pétrolier à destination des entreprises visées. Comme par exemple l'assistance à l'extraction et à la production des produits pétroliers. Une interdiction qui entrera en vigueur le 27 janvier prochain, a précisé le département du Trésor. Les sanctions, notamment concernant les 200 navires, sont présentées comme étant « sans précédent » par un responsable américain, lors d'un échange avec la presse, qui a précisé qu'elles concernaient bien également « des dizaines de courtiers ». « Si ces mesures sont pleinement mises en oeuvre, elles affaibliront les recettes de la Russie et lui coûteront plusieurs milliards de dollars par mois », a-t-il ajouté. Plus largement, les Etats-Unis se donnent la possibilité d'« imposer des sanctions à toute personne qui souhaite opérer ou a opéré dans le secteur énergétique russe », selon le communiqué du ministère.

Nouvelles technologies

La tech annonce l'arrivée des robots dans notre vie quotidienne

Des secteurs en crise de main-d'œuvre comme l'agriculture et l'aide aux personnes pourraient en profiter, arguent les professionnels, mais l'emploi pourrait en souffrir.

Essentiellement can- tonnés jusqu'ici au secteur industriel et à la manutention, les robots s'apprentent à débarquer dans nos vies, annoncent les exposants du salon technologique CES. Le progrès technologique et la baisse du coût unitaire « vont probablement ouvrir la voie au robot de compagnie d'ici à la fin de la décennie », a affirmé Marc Theermann, responsable de la stratégie du fleuron de la robotique Boston Dynamics, lors d'une table ronde. Les particuliers « posséderont un robot humanoïde à tout faire, de la même façon qu'ils ont une voiture », a renchéri Cris Gardner, vice-présidente de la puissante association amé-



ricaine de retraités AARP, qui a organisé la table ronde. A Las Vegas, la start-up de San Francisco OpenDroids a présenté R2D3, dont le nom est inspiré du R2-D2 de « La Guerre des étoiles ». Ce robot, qui devrait être vendu 60'000 dollars (55'000 francs) une fois lancée sa production en série, peut réaliser un large éventail de corvées ménagères. Il est déjà testé dans des centres de rééducation

pour délester le personnel de tâches répétitives.

«Turbulences sur le marché du travail»

D'autres modèles, qui n'ont pas l'aspect humanoïde du R2D3, ont aussi fait parler d'eux, notamment la nouvelle génération d'aspirateurs autonomes, maintenant équipés d'un bras mécanique pour faire beaucoup plus

que la poussière. La généralisation des robots pourrait marquer le début d'une « ère d'abondance sans précédent », s'enthousiasme le rapport, en réduisant les coûts et laissant les humains « se concentrer sur des activités créatives et épanouissantes ». L'association d'entrepreneurs Abundance360 reconnaît néanmoins que plusieurs secteurs devraient en passer, du fait de la robotisation, par une phase de contraction de l'emploi, citant notamment l'industrie, l'agriculture ou la chirurgie. « La vitesse à laquelle progresse l'IA générative et le développement des robots humanoïdes, combinée à l'absence de débat sur le sujet, laisse présager des turbulences sur le marché du

travail », selon le rapport.

Inspection de centrales et maintenance des trains

La société hongkongaise R2C2 a montré au CES ses robots à même de réaliser des inspections sur des centrales électriques ou d'effectuer de la maintenance sur des trains. Le patron de l'entreprise, San Wong, fait valoir que ses robots vont solutionner la question du « turnover » au sein des techniciens ferroviaires, qui peuvent se lasser d'un milieu « sale et étouffant, où il y a de la graisse partout ». Au CES également, le constructeur de tracteurs et autres engins agricoles John Deere a fait la démonstration de ses véhicules autonomes, qui répondent, selon le

groupe, à la pénurie de travailleurs agricoles. « Nous devons nous assurer que les qualifications de nos employés et de nos clients évoluent afin qu'ils tirent avantage de ces technologies, sans les voir comme une menace », exhorte Deanna Kovar, présidente de la division agriculture de John Deere. Pour Cris Gardner, de l'AARP, les services à la personne font eux aussi face à un manque de main-d'œuvre, avec la perspective d'une population de seniors plus nombreuse que jamais. « La demande va être énorme », prévient-elle, et « elle ne peut pas être couverte par des humains » seuls.

Avec lematin.ch

Réchauffement**2024, année la plus chaude jamais enregistrée**

L'Organisation météorologique mondiale (OMM) a déclaré vendredi que 2024 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée et, semble-t-il, la première à dépasser la barre symbolique des 1,5 degré Celsius de réchauffement climatique comparé à l'ère préindustrielle - seuil qu'il fallait éviter de franchir, selon l'Accord de Paris de 2015.

« Nous avons vu des températures extraordinaires à la surface des terres et des mers, une chaleur océanique extraordinaire, accompagnée de conditions météorologiques très extrêmes affectant de nombreux pays à travers le monde, détruisant des vies, des moyens de subsistance, des espoirs et des rêves », a déclaré à cette occasion Clare Nullis, porte-parole de l'OMM. « Nous avons constaté de nombreux effets du changement climatique, notamment le recul des glaciers de la banquise », a-t-elle ajouté. « Ce fut une année extraordinaire ». Quatre des six ensembles de données internationales analysés par l'OMM ont indiqué une augmentation moyenne mondiale supérieure à 1,5 °C, pour l'ensemble de

l'année dernière, mais deux ne l'ont pas fait - soit une augmentation moyenne de 1,55°C par rapport à l'ère préindustrielle (la période 1850-1900). Le seuil de 1,5 °C est important car l'un des principaux objectifs de l'Accord de Paris de 2015 était de faire en sorte que le réchauffement de la planète ne dépasse pas ce seuil, tout en s'efforçant de maintenir l'augmentation globale bien en deçà de 2 °C.

L'accord sur le climat sous pression

L'Accord de Paris n'est « pas encore mort mais en grand danger », a maintenu l'OMM, expliquant que les objectifs de température à long terme de l'accord sont mesurés sur des décennies, plutôt que sur des années individuelles. Cependant, la Secrétaire générale de l'OMM, Celeste Saulo, a in-



sisté sur le fait que « l'histoire du climat se déroule sous nos yeux ». « Nous n'avons pas seulement connu une ou deux années record, mais une série complète de dix ans », a-t-elle fait valoir. Pour l'agence onusienne basée à Genève, « il est essentiel de reconnaître que chaque fraction de degré de réchauffement est importante. « Qu'il s'agisse d'un réchauffement inférieur ou supérieur à 1,5 °C, chaque augmentation supplémentaire du réchauffement climatique accroît les répercussions sur nos vies, nos économies et notre planète », a insisté

Mme Saulo. Alors que des feux de forêt meurtriers font toujours rage à Los Angeles, aux Etats-Unis, et que les météorologues, y compris l'OMM, insistent sur le fait qu'ils ont été exacerbés par le changement climatique - avec davantage de jours de temps sec, chaud et venteux - l'agence des Nations Unies a déclaré que l'année 2024 marquait le point culminant d'une décennie « d'extraordinaire série de températures record ».

Réchauffement des océans

L'OMM a souligné qu'une étude scientifique distincte sur le réchauffement des océans avait joué un rôle clé dans les températures record de l'année dernière. « L'océan est le plus chaud jamais enregistré par l'homme, non seulement à la surface mais aussi dans les 2 000 mètres supérieurs », a déclaré l'agence des Nations unies, citant les conclusions de l'étude internationale menée dans sept pays et publiée dans la revue « Advances in Atmospheric Sciences » (Progrès des sciences atmosphériques). L'OMM a noté

qu'environ 90 % de l'excès de chaleur dû au réchauffement de la planète est stocké dans les océans, « ce qui fait de la teneur en chaleur des océans un indicateur essentiel du changement climatique ». Pour mettre les résultats de l'étude en perspective, elle explique que de 2023 à 2024, l'augmentation de la teneur en chaleur des océans à 2.000 mètres de profondeur s'est établie à 16 zettajoules (ZJ), soit 16.000 milliards de milliards de joules. Un chiffre dans la tendance puisque les chercheurs estiment que la teneur en chaleur des océans a augmenté régulièrement de 15 à 20 ZJ au cours des cinq dernières années. Et ce, malgré les cycles La Niña et El Niño qui devraient avoir leur influence.

Avec ONU Infos

HOROSCOPE finance

Bélier Vous êtes de ceux qui ont su s'adapter au monde moderne, et vous en recevez les fruits depuis quelque temps. Uranus a dynamisé votre gestion financière, et cette évolution bénéfique se poursuivra encore longtemps. Hormis cette influence majeure, votre Ciel sera assez neutre en matière d'argent.

Taureau L'influence de la planète Mercure semble être peu sensible. Elle devrait conseiller subtilement de mettre de l'ordre et de détruire certains éléments du passé qui sont devenus inutiles, de manière à se simplifier l'existence. Dans le domaine financier, en particulier, il s'agira de ne pas laisser dormir des valeurs, mais d'adopter une attitude active, en se débarrassant de certains actifs qui pourraient péricliter.

Gémeaux Sur le plan financier, ne prenez pas de risques. Un manque à gagner est possible, mais il faudra s'y faire. Ce ne sera vraiment pas le moment de vous lancer dans des dépenses superflues.

Cancer Saturne invitera à la prudence dans les transactions commerciales, achats, ventes. Vous voudrez aller de l'avant, c'est très bien, mais ne vous hâtez pas d'investir vos bénéfices dès maintenant.

Lion Saturne en cet aspect pourra vous aider à nettement améliorer votre niveau de vie ou, au contraire, menacer sérieusement votre équilibre budgétaire. L'essentiel sera de garder la tête froide. Si vous restez lucide et parvenez à vous adapter à la réalité sans croire au Père Noël, vous aurez des comptes positifs. Sinon, vos mauvais choix pourraient vous placer dans une situation délicate.

Vierge "Tous nous ne sommes jamais contents de ce que nous avons" : ce mot de Térence s'appliquera bon nombre de natifs du signe, dont les appétits et les désirs seront aguichés par les radiations de Jupiter.

Balance Vous n'aurez pas à vous serrer la ceinture autant que dernièrement. Il faut dire que vous réussirez, peu à peu, à régler les problèmes matériels qui vous ont empoisonné la vie récemment. Vous aurez maintenant la possibilité de consolider votre situation matérielle grâce à de bons placements et à des transactions habiles.

Scorpion Il faudra gérer votre budget avec rigueur si vous ne voulez pas avoir bientôt de gros problèmes. Renoncez à toute solution qui ne soit pas strictement dans la légalité. Soyez prudent dans vos relations avec le fisc.

Sagittaire La journée sera favorable aux affaires financières. Vous réussirez des affaires, signerez des contrats fructueux. Mais vous ne ferez pas tout cela sans peine parce que vous allez rencontrer des oppositions.

Capricorne Excellentes perspectives financières, grâce aux planètes qui vous sont dans l'ensemble favorables mais surtout grâce aux étoiles fixes. Deux d'entre elles ont en effet pour principal effet de favoriser l'enrichissement, voire les gains inattendus. C'est donc le moment ou jamais d'effectuer des opérations ou des investissements.

Verseau N'hésitez pas à signer de nouveaux contrats aujourd'hui : les promesses de gains qui leur sont associées reposent sur des bases solides. Vous n'aurez pas de souci à vous faire ! Les perspectives financières sont très bonnes.

Poisson Sur le plan financier, il ne faudra pas vous laisser aller, même si les choses vous paraissent plus faciles, car toute imprévoyance ou toute négligence pourraient encore vous coûter cher.

L'économiste du Togo

Premier Quotidien Economique du Togo - REC N°0602/11/12/19/HAAC
Journal spécialisé d'informations d'analyses et d'investigations économiques, financières et boursières
Edité par l'Agence de communication « CHEZ VOUS TOGO »
N° RCCM : TG-LFW-01-2022-B12-01207
Adresse : Rue Entreprise de l'Union, en face de la Pharmacie des Roses - Agoè Télésou
Email : contact@leconomistedutogo.tg
Site web : www.leconomistedutogo.tg
REC N°0650 / 07 / 09 / 2022 / HAAC

Directeur Général

Léonard DOSSOU
(+228 96 26 05 15)

Administrateur Délégué

Anicet Carlos OKE
(+228 91 46 14 79)

Directeur de Publication

TIGOSSOU Midas K.A
(+228 90 16 47 09)

Rédacteur en Chef

Joël YANCLO
(+228 97 78 79 07)

Rédacteurs

Hélène MARTELOT

Nicole ESSO

Junior AREDOLA

Vivien ATAKPABEM

Wilson LAWSON

Directeur Commercial

Eli DEKOU
(+228 92 10 93 53)

Correcteur

Michel Yao AYEVA

Graphiste

A.Koffivi. AMOUZOUKPE

UNION ECONOMIQUE ET MONETAIRE
OUEST AFRICAINE-----
La Commission
-----Département des Services Administratifs
et Financiers

A APPEL D'OFFRES OUVERT
N°024/2024/AO/COM/UEMOA

Date de Publication de l'avis : Lundi 16 décembre 2024

1. Le présent appel d'offres ouvert a pour objet la passation d'un accord cadre en vue des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
 2. La Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine invite, par le présent appel d'Offres, les soumissionnaires admis à concourir à présenter leur offre sous pli fermé pour l'appel d'offres ouvert en vue des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
 3. La participation à la concurrence est ouverte à toutes les entreprises spécialisées dans le domaine et ayant les capacités techniques requises pour des prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Commission de l'UEMOA.
 4. Le dossier d'appel d'offres est constitué de huit (08) lots :
 - **Lot 1** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit de la Présidence de la Commission ;
 - **Lot 2** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département des services administratifs et financiers (DSAF) ;
 - **Lot 3** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du Marché Régional et de la Coopération (DMRC) ;
 - **Lot 4** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du Développement Humain (DDH) ;
 - **Lot 5** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département des Politiques Economiques et de la Fiscalité Intérieure (DPE)
 - **Lot 6** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département de l'Aménagement du Territoire Communautaire et des Transports (DATC) ;
 - **Lot 7** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département de l'Agriculture, des Ressources en Eau et de l'Environnement (DAREN) ;
 - **Lot 8** : prestations de services de pause-café et de pause déjeuner au profit du Département du développement de l'Entreprise, des Mines et de l'Energie et de l'Economie Numérique (DEMEN).
 5. **A l'issue de cet appel d'offres, les trois (03) premiers prestataires pour chaque lot, classés sur la base du nombre de référence similaire fourni et du volume du chiffre d'affaires annuel moyen, seront retenus pour la signature d'un accord cadre.**

Un prestataire ne peut être retenu a plus de deux lots.
 6. Les critères de sélection porteront sur le chiffre d'affaires des cinq dernières années et le nombre de références similaires fournies.
 7. La durée de l'accord cadre ne saurait excéder trois ans.
 8. Les prestataires retenus seront mis en concurrence pour la conclusion de marchés subséquents en cas de besoin.
 9. Les entreprises intéressées par le présent avis pourront acquérir le dossier d'appel d'offres à la **Direction des Acquisitions et de la Comptabilité des Matières De la Commission de l'UEMOA, 380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, à Ouagadougou**, contre paiement en espèces d'une somme non remboursable de vingt mille (20 000) Francs CFA.

 Les offres, rédigées en langue française, devront parvenir à **Monsieur le Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), 380 Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO, 01 B.P. 543 - OUAGADOUGOU 01, Burkina Faso, au plus tard le jeudi 16 janvier 2025 à 9 h 30, heure locale.**
- L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les offres parvenues après l'expiration de ce délai ne sont pas recevables.
10. L'ouverture des offres aura lieu en séance publique, au siège de la Commission, à Ouagadougou, le même jour à partir de 10 H 00 mn, en présence des représentants des soumissionnaires porteurs de mandats ; ceux qui ne seront pas munis de mandats ne seront pas acceptés à la séance d'ouverture.
 11. La validité des offres devra être de cent vingt (120) jours calendaires à compter de la date limite de remise des offres. Pendant cette période, aucun changement de prix ne sera autorisé.
 12. Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la Commission de l'UEMOA, à l'adresse ci-dessous :
- La Commission de l'UEMOA,
380, Avenue du Professeur Joseph KI-ZERBO
01 BP 543 - OUAGADOUGOU 01 (Burkina Faso)
Département des Services Administratifs et Financiers**
13. La Commission de l'UEMOA se réserve le droit d'apporter toutes modifications au présent appel d'offres ou de ne donner aucune suite à tout ou partie du présent appel d'offres.

Pour le Commissaire chargé du Département
des Services Administratifs et Financiers,
et par délégation
Le Directeur de Cabinet,

Lassana FOFANA

Média

Le Jubilé d'or de l'Agence togolaise de presse lancé à Aného

L'Agence Togolaise de presse (ATOP) aura 50 ans en mars prochain, les activités marquant les festivités de ce jubilé d'or ont été lancées par le directeur de cabinet du ministère en charge de la Communication, Franck Missité le vendredi 10 janvier à Aného

Placée sous le thème, « L'ATOP dans le paysage médiatique togolais, hier, aujourd'hui et demain », cette célébration est une occasion précieuse, pour les agenciers de revisiter le chemin parcouru, et de jeter un regard sur l'avenir dans un monde où l'information circule à une vitesse fulgurante. Le rôle de l'ATOP devient ainsi plus crucial au moment où les défis liés à la désinformation s'intensifient, à travers les réseaux sociaux. Les activités prévues sont, entre autres, faire le lancement officiel du jubilé, organiser une table ronde avec le personnel et les partenaires sur le thème du jubilé ; organiser des formations aux agents pour plus d'impact. Il s'agira aussi d'organiser une soirée de gala pour récompenser le travail des agents admis à la retraite et les agents méritants en fonction ; réaliser un film documentaire des 50 ans ; sensibiliser les étudiants des écoles de journalisme sur la mission de l'Agence. Les résultats de l'enquête d'opinions réalisée auprès du public seront rendu public. Une journée portes ouvertes sera organiser pour renforcer la visibilité de l'Agence ; et entreprendre des actions de communication notamment la conception d'affiches publicitaires, des émissions-débats, et des campagnes



sur les réseaux sociaux. Le directeur de cabinet du ministre de la Communication, des Médias et de la Culture, Franck Missité a rendu hommage au président de la République, Faure Gnassingbé dont la vision éclairée et la politique pragmatique en matière d'information et de communication ont permis des avancées significatives dans ce secteur. Il a ajouté que le soutien constructif et les initiatives du chef de l'Etat ont permis de poursuivre la modernisation de l'agence pour qu'elle puisse continuer de répondre aux défis du numérique. M. Missité a déclaré qu'il est impératif de continuer à investir dans les nouvelles technologies, de renforcer les capacités du personnel et d'explorer de nouvelles approches pour répondre aux exigences de l'époque tout en restant fidèles aux valeurs fondamentales du journalisme. Le directeur de cabinet a salué le travail exemplaire de tous les directeurs qui se sont succédé à la tête de cette

agence, précisant que leur vision et leur leadership ont permis de relever les défis et de consolider les acquis de cette institution. Il a dit que le gouvernement reste engagé à accompagner l'ATOP dans son développement et à soutenir ses initiatives visant à renforcer son rôle dans la consolidation de la démocratie et la promotion du développement socio-économique du Togo. Le directeur de l'Agence togolaise de presse (ATOP), Eyébiyi Adéyémi a déclaré que le thème du jubilé est évocateur et montre la volonté des agenciers de se projeter dans l'avenir à travers l'élaboration d'une vision pragmatique à la hauteur des ambitions du gouvernement. Il a invité les différents acteurs de l'agence à faire des propositions pertinentes pour permettre à ATOP de rayonner davantage. Il a rendu hommage au ministre en charge de la Communication pour l'attention particulière qu'elle accorde à l'agence.

Avec ATOP/KYA/TD

Tchaoudjo

Les trois meilleurs reboiseurs de la région Centrale primés

Les trois meilleurs reboiseurs de la campagne nationale de reboisement 2022 dans la région Centrale ont été récompensés le vendredi 10 janvier à Sokodé. La cérémonie de remise de prix a été présidée par le ministre de l'Environnement et des ressources forestières, Foli-Bazi Katari.

Parrainé par le ministre de l'Environnement, ce prix est la reconnaissance du gouvernement à l'endroit des concitoyens qui se sont résolument engagés dans la réalisation de l'ambition décennale de reboisement d'un milliard de plants à l'horizon 2030. Il vise à encourager les lauréats à accroître davantage leurs



efforts en matière de reboisement et surtout à inciter les autres planteurs privés à

emboîter leurs pas. Dans la région, trois lauréats ont été primés sur les 15 ayant postulé, à l'issue de l'évaluation du jury. Il est composé du directeur régional, des directeurs préfectoraux de l'environnement et des chefs de postes forestiers. Les trois lauréats se partagent un enveloppe de 2.200.000CFA.

Avec ATOP/MEK/BV

FMI au Togo

Maximilien Kaffo Melou présente les conclusions de la première revue FEC

Le Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé la première revue de l'accord de Facilité élargie de crédit (FEC) pour le Togo, débloquant 58,7 millions de dollars. Ce financement vise à appuyer le budget national et s'inscrit dans un programme global de 390 millions de dollars destiné à stimuler la croissance et renforcer la résilience économique.

Vivien Atakpabem

Lors d'une conférence de presse tenue à Lomé le 9 janvier 2025, Maximilien Kaffo Melou, représentant résident du FMI, a présenté les conclusions de cette première revue. Le programme FEC prévoit un financement global de 293,60 millions de DTS (environ 390 millions de dollars) pour soutenir les réformes économiques et limiter les impacts des crises récentes, notamment la pandémie de COVID-19 et les tensions inflationnistes mondiales. En décembre 2024, un décaissement de 54,7 millions de dollars (44 millions de DTS) a été effectué pour appuyer le budget du gouvernement togolais. Maximilien Kaffo Melou a souligné que les autorités togolaises avaient démontré un engagement exemplaire dans la mise en œuvre des réformes, atteignant tous les objectifs quantitatifs malgré des défis sécuritaires et économiques persistants. Les réformes entreprises visent principalement à renforcer la viabilité de la dette ; à promouvoir une croissance inclusive ; à réduire les risques financiers et à améliorer la gestion des finances publiques. Le FMI a noté des progrès significatifs dans la stabilisation économique du Togo, notamment une croissance économique robuste de 5,6 % en 2023 et une réduction de l'inflation globale à 3,3 % en octobre 2024. Ces résultats traduisent les efforts concertés pour main-



tenir un cadre macroéconomique stable. Cependant, des risques majeurs subsistent. Les attaques terroristes dans le nord du pays et les tensions budgétaires liées à ces conflits menacent la stabilité et imposent au gouvernement des arbitrages complexes entre sécurité et développement. Pour répondre à ces défis, le FMI a recommandé de renforcer la gouvernance et la transparence dans les marchés publics ; poursuivre la réforme des banques publiques pour garantir leur conformité réglementaire et améliorer leur résilience face aux risques de blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme. Depuis plusieurs années, le Togo bénéficie d'un soutien accru des partenaires internationaux pour consolider ses réformes économiques et répondre aux

crises. Le programme FEC, lancé en 2024, s'inscrit dans cette dynamique en offrant un cadre pour une croissance durable et inclusive, tout en veillant à la viabilité des finances publiques. Malgré un environnement marqué par des tensions sécuritaires et des conditions de financement plus strictes, le Togo continue de démontrer sa capacité à maintenir un cap positif. L'appui technique et financier du FMI offre une opportunité unique de consolider ces acquis et de préparer le pays à relever les défis futurs. Les mois à venir seront cruciaux pour traduire ces ambitions en progrès concrets, avec pour objectif ultime de renforcer la résilience économique du Togo et d'améliorer les conditions de vie de ses citoyens.



Opportunités !!!

Chambres meublées, spacieuses et climatisées sises à Cotonou – Sikecodji - non loin de l'Etoile Rouge.

Meilleurs tarifs avec une bonne connexion internet.

Appeler le : (+229) 69 19 08 80 / 60 91 78 00 / 97 14 85 43.

Le Togo en chiffres

Table with multiple columns and rows containing economic data for Togo, comparing 2020 and 2022 figures for various categories like exports, imports, and GDP.

LE PLAISIR À PETIT PRIX : 200 FCFA
POUR UNE VAGUE DE FRAÎCHEUR !

Youki
TONIC



200*
FCFA

BOUTEILLE

30cl



**À CE PRIX,
POURQUOI
SE PRIVER ?**



POUR VOTRE SANTÉ PRATIQUEZ UNE ACTIVITÉ PHYSIQUE RÉGULIÈRE

* PRIX CONSEILLÉ LA BOUTEILLE DE 30CL

#PRIXMAGIQUEYOUKITONIC